

Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 158

DE LYON

Lundi 6 Juin 1904

Journal Démocratique Quotidien

ADMINISTRATION et REDACTION : 4, Rue Stella
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

ABONNEMENTS. — Lyon et département limitrophes... 6 fr. 10 fr. 20 fr. 30 fr. 40 fr. 50 fr. 60 fr. 70 fr. 80 fr. 90 fr. 100 fr. 110 fr. 120 fr. 130 fr. 140 fr. 150 fr. 160 fr. 170 fr. 180 fr. 190 fr. 200 fr. 210 fr. 220 fr. 230 fr. 240 fr. 250 fr. 260 fr. 270 fr. 280 fr. 290 fr. 300 fr. 310 fr. 320 fr. 330 fr. 340 fr. 350 fr. 360 fr. 370 fr. 380 fr. 390 fr. 400 fr. 410 fr. 420 fr. 430 fr. 440 fr. 450 fr. 460 fr. 470 fr. 480 fr. 490 fr. 500 fr. 510 fr. 520 fr. 530 fr. 540 fr. 550 fr. 560 fr. 570 fr. 580 fr. 590 fr. 600 fr. 610 fr. 620 fr. 630 fr. 640 fr. 650 fr. 660 fr. 670 fr. 680 fr. 690 fr. 700 fr. 710 fr. 720 fr. 730 fr. 740 fr. 750 fr. 760 fr. 770 fr. 780 fr. 790 fr. 800 fr. 810 fr. 820 fr. 830 fr. 840 fr. 850 fr. 860 fr. 870 fr. 880 fr. 890 fr. 900 fr. 910 fr. 920 fr. 930 fr. 940 fr. 950 fr. 960 fr. 970 fr. 980 fr. 990 fr. 1000 fr.

FAITS DU JOUR

Le journal ministériel le « Matin » publie un article contre les divers systèmes d'impôts sur le revenu, qui ne sont que de pures réclames électoraux.

L'agitation gréviste est toujours considérable, particulièrement à Brest, à Cherbourg, à Lorient et à Marseille.

Le grand steeple-chase de Paris a été couru aujourd'hui. Le président de la République assistait à cet événement sportif.

Les troupes russes ont ramporté une éclatante victoire près de Vafandian, sur une brigade japonaise qui a subi des pertes considérables.

Le bruit de la capture du général Kuroki semble contredit, mais il se confirme que le général Kouroupatkine va se mettre en campagne.

AU MAROC

Deux ordres de mesures parallèles — et contradictoires — se poursuivent à l'égard du chef de brigands Erraisouli et en faveur de MM. Perdicaris et Varley.

D'une part on négocie avec lui. Le chef d'Ouzann a reçu mandat de se porter médiateur et d'obtenir de ce personnage peu scrupuleux l'indication formelle de ses exigences et la promesse, si on lui donne satisfaction, de remettre en liberté ses captifs. Il semble que, grisé par le sentiment de son importance, Erraisouli ait cru devoir enfler hors de toute proportion ses demandes. Il veut tout simplement la destitution du pacha de Tanger, sa propre nomination au gouvernement de son district, 350.000 francs d'indemnité rubis sur l'ongle à titre de dommages et intérêts pour l'attaque récente de son village par les troupes chrétiennes, plus l'emprisonnement des chefs du Gharb qui ont eu le tort de l'emprisonner naguère lui-même. Et encore, dans cette liste, ne voit-on pas figurer les termes de la rançon de MM. Perdicaris et Varley, proie que l'aventurier, en homme pratique, ne lâchera pas sans lui avoir extorqué quelque forte somme.

D'autre part, Hadji Mohamed ben el Arbi el Torros, le représentant du sultan à Tanger pour les affaires étrangères, peut-être un peu agité par les arrogantes prétentions du bandit qui ose réclamer la place d'un pacha, déclare hautement que seule la force peut avoir raison d'Erraisouli, qu'il faut le pendre — et le pendre — et fait appel au zèle et surtout aux jalousies des tribus voisines. Ceci, c'est la méthode d'autorité et de police qui contraste avec la méthode de conciliation et de diplomatie.

L'une et l'autre peuvent, à l'occasion, avoir leurs mérites propres et leurs avantages respectifs : il semble, en tout cas, qu'il soit dangereux de les poursuivre tous deux à la fois et de risquer de les déjouer l'une par l'autre ou de les embrouiller l'une dans l'autre. D'ailleurs l'opinion des résidents européens au Maroc paraît assez nerveuse pour l'instant et semble envisager avec plus d'appéhension qu'on ne s'y serait attendu une situation évidemment délicate et difficile.

On se demande à Tanger — avec plus ou moins de raison — si la formidable démonstration navale des Etats-Unis est bien appropriée aux besoins spécifiques du moment, et si elle est bien faite pour assister la France dans l'accomplissement de sa tâche peu aisée qui lui a été remise. Sans doute tout déploiement de force est de nature à agir sur l'esprit d'un gouvernement musulman.

Au Maroc toutefois il ne faut pas perdre de vue, d'abord qu'il s'agit de la répression d'un acte de brigandage, en corrélation étroite avec l'anarchie du pays, et que Sa Majesté chrétienne ne demanderait assurément pas mieux que d'en châtier l'auteur et d'en prévenir le retour ; qu'il n'y a donc pas lieu d'exercer une action comminatoire et terrifiante sur le pouvoir central, mais de le renforcer dans ses tentatives spasmodiques pour établir son autorité et faire régner un semblant d'ordre ; qu'enfin, il n'est pas tout à fait chimérique de craindre que, bien loin d'atteindre son objet, la grande concentration de l'escadre américaine en rade de Tanger ne continue à surexciter, à exalter les passions de la population maure et à produire, soit sur le littoral, soit à l'intérieur, de nouvelles complications.

Ces anxiétés, pour naturelles qu'elles soient sur place, sont peut-être un tant soit peu exagérées. Il convient de les ramener à leur juste valeur et de tenir compte, et grand compte, de l'élément nouveau qu'a introduit dans le problème la promptitude du cabinet de Washington à reconnaître les effets de la convention anglo-française du 8 avril par rapport au Maroc, et à faire appel à cette espèce de tutelle que nous confère ce traité.

Le président Roosevelt et le secrétaire d'Etat Hay ont été guidés par deux motifs en prenant cette initiative. S'ils n'ont pas été fâchés de donner à l'Angleterre et à la France une marque sensible de leur bon vouloir et de leur satisfaction du rapprochement survenu entre les deux pays, ils ont également obéi — et cela est naturel — à un mobile d'ordre moins désintéressé en s'efforçant de rejeter, dans la mesure du possible, sur un tiers, le désagrément et les risques d'une intervention de police au Maroc.

A l'heure présente, la courtoise déférence des Etats-Unis a mis la France en demeure de faire face aux obligations de son protectorat avant même qu'elle ait pu en constituer les éléments, en définir les termes, en stipuler les profits et en organiser le fonctionnement.

— **NOVI René RAPPEL.**

Notes Politiques

LES PANDOURS DE LA RÉPUBLIQUE

Ils vont bien nos préfets. Celui de l'Ardeche vient de se distinguer par un coup de maître qui lui vaudra, sans doute, les félicitations de M. Combes et un avancement bien mérité. Lisez la lettre qu'il vient d'envoyer aux maires de son département.

Monsieur le maire, D'après un classement politique des conseils municipaux, récemment élus, celui de votre commune est considéré par plusieurs journaux locaux comme libéral et gagné sur les républicains ministériels. Il est de l'intérêt de tous les partis de connaître exactement la composition politique des conseils municipaux. J'ai recueilli à cet égard un certain nombre

de renseignements, mais j'estime que, pour les conseillers dont l'opinion est peu connue, il convient de rechercher leurs propres déclarations.

Je vous serai obligé de les consulter, sans aucun mystère, sur ce point, et de mettre en regard du nom de chaque conseiller la qualification politique qu'il adopte. Je vous prie d'ajouter à cette liste tous les documents électoraux publiés : manifestes, prospectus, etc. Je vous prie de me faire connaître la situation ; le classement en ministériels et non ministériels sera le plus propre à dissiper toute équivoque. Je désire recevoir votre réponse directement par le plus prochain courrier. Agréez, monsieur le maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée. Le préfet : J. BELLENDY.

Ce qu'il y a de plus regrettable dans cette lettre, c'est qu'elle soit écrite sur du papier portant cet entête : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — Liberté, Égalité, Fraternité. Il y a là de quoi déshonorer le régime républicain devant tout un département.

On n'est sûrement pas allé jusque-là, sous l'Empire. C'est un tour de vilain policier que M. Belleudy essaie de jouer aux maires sans méfiance. Il remplit le rôle de ces « moutons » que la sûreté enfenne avec les prévenus pour surprendre l'avcu qui les fera condamner.

Dites-moi si vous êtes ministériel ou antiministériel, demandez poliment M. le préfet. Il s'agit d'une simple statistique. Il s'agit, on le comprend, de forcer la main de ces pauvres administrés qui se verraient privés de toutes les faveurs et de tous leurs droits et se trouveraient exposés aux mille représailles de l'administration s'ils oseraient signer une déclaration de guerre contre le gouvernement. Un grand nombre d'entre eux reculent évidemment devant cette redoutable responsabilité. Ils ne vont pas, de gaieté de cœur, exposer au ressentiment de M. le préfet les compatriotes qui les ont envoyés au conseil municipal pour faire les affaires de la commune ; ils ne vont pas sacrifier les intérêts de la commune et se sacrifier eux-mêmes, on le comprend, pour affirmer des sentiments politiques, d'ailleurs fondés uniquement sur la personnalité des ministres actuels.

Ministériels ou antiministériels ! Mais ce n'est pas une opinion ; tel qui est ministériel aujourd'hui ne l'est plus demain, sans changer pour cela d'opinion. Cela se voit tous les jours à la Chambre. Le préfet de l'Ardeche s'est livré à un chantage odieux, intolérable. — Tu vas te déclarer « ministériel » ou je te coupe les vivres. C'est de la politique de grande route et de « coin de bois ».

Cela fait peut-être les affaires de M. Combes, mais cela ne fait pas assurément l'affaire de la République, que ces pandours déshonorent. — L. L.

INFORMATIONS

FRANCE ET ITALIE. — L'Union des Chambres de commerce de l'Italie ont répondu par leur acceptation à l'invitation qui vient de leur être faite par le comité républicain du commerce et de l'industrie. C'est du 25 au 30 octobre prochain que le comité républicain recevra ses invités en l'honneur de qui de grandes fêtes se préparent à Paris.

LE PRINCE VICTOR A PARIS. — Les Tablettes des Deux-Charentes publient une lettre de Paris disant qu'une importante réunion bonapartiste a été tenue ces jours-ci à Paris. Le prince Victor y aurait assisté.

MOUVEMENT DIPLOMATIQUE. — M. Narischkine, le distingué conseiller à l'ambassade de Russie à Paris, est nommé ministre de Russie près le Vatican.

LA SANTÉ DE M. WALDECK-ROUSSEAU. — La santé de M. Waldeck-Rousseau continue à s'améliorer dans les conditions les plus satisfaisantes. L'appétit est complètement revenu. La cicatrisation de la plaie sera terminée dans trois ou quatre jours et l'on pourra supprimer tout pansement avant la fin de la semaine. M. Waldeck-Rousseau se lève déjà tous

les jours pendant plusieurs heures et son départ pour Corbeil sera incontestablement fixé.

M. PELLETAN A GUÉRINGY. — M. Camille Pelletan est arrivé à Guéringy à 4 heures, il a été reçu par la municipalité et les corps constitués, par le directeur des constructions navales et le syndicat de la marine. Le ministre s'est rendu à la mairie où ont eu lieu les réceptions.

LE SCRUTIN DE VENDREDI

L'ordre du jour approuvant les déclarations de M. Chaumié, dans l'interpellation sur le manuel d'histoire de M. Hervé, a été voté (chiffres rectifiés) par 488 voix contre 47.

Les 47 hostiles sont : MM. Albert Poulain, Ailly, Allard, Aristide Briand, Bagnol, Gabriel Barot (Bouches-du-Rhône), Benezec, Bouley-Alex. Bouvier, André Boyer, Jules Louis Breton, Cadenat, Camuzet, Carlet, Carraud, Charpenier, Chauvigné, Collard, Paul Constans (Ailier), Lucien Cornet, Jules Goustan (Seine), Dejeante, Delory, Devèze, Jacques Dufour, Ferrero, François Fournier, Gerat-Richard, Pascal Grosjean, Clovis Hugues (Seine), Isard (Basses-Alpes), Jaures, Krauss, Labrousse, Lassalle, Mestier, Pastres, Pflger, Francis de Pressensac, Rouanel, Sombal, Thivrier, Vaillant, Adrien Vebor, Octave Vigne (Var), Walter, Zevaas.

Il y a eu, en dehors du président, 54 abstentionnistes : MM. Andrieu, Basy, Beauquier, Bepmale, Berthelet, Boumpal, Henri Brisson (Bouches-du-Rhône), Chéroux, Ferdinand Huisson (Seine), Duval, Chavaz, Chevassus, Dague, Jules Delafosse, Gabriel Daville, Piquet, Camille Fouquet, Goujat, Hubbard, Isnard (Pyrénées), Lafferre, Lamendin, Rioust de Lignerot, Arthur Lerand, Raymond Lory, Gaston Garraud, Louis Magnié, Bienvenu Martin (Yonne), Louis Martin (Var), Mas, Naujan, Merlon, Messimy, Henri Michel (Bouches-du-Rhône), Millierand, Ozun, Pajol, Paris, Paul Penquet, Pelletier, Pierre Poisson, comte de Pomeroy, Claude Rajon, de Ramel, Marcel Rautine, marquis de Rosambo, de Saint-Marcel, Salis, Albert Sarraut, Seille, Honoré Serres, Vinyan, Theron, Paul Vigné (Hérault), Viollette.

LE LIVRE DE M. HERVÉ

Paris, 5 juin. Les Débats publient, au sujet de la séance de la Chambre de vendredi, la lettre suivante : « Charles-les-Baux (Savoie), 4 juin. « Monsieur, « Au cours de l'interpellation Grosjean, le ministre de l'Instruction publique a déclaré que nulle part le manuel Hervé n'avait été distribué. M. Chaumié est bien mal renseigné, et je me demande qui on trompe ici, car ce manuel avait bien été distribué à Charles-les-Baux en décembre. Je crois, puis retiré par la crainte d'un scandale. Mais depuis lors, sournoisement il a reparu à l'école sous forme de dictées d'abord et maintenant, chaque jour, l'instituteur le remet aux mains des élèves aux heures des classes. « Il est probable que Charles n'est pas une exception, et j'ai cru opportun de vous signaler le fait sans commentaires, il parle assez de lui-même. « Veuillez, etc. « Signé : « Comte Stanislas de VILLETTE. »

Les Instituteurs Patriotes

Paris, 5 juin. Au cours de la séance de la Chambre, on a fait, naturellement, allusion à la campagne entreprise par la Ligue des instituteurs patriotes, dont les fondateurs, MM. Emile Bocquillon, Comte et Legrand, se sont précipitamment dévoués pour lui de combats les théories soutenues par M. Gustave Hervé.

Interviewé, M. Bocquillon a fait les déclarations suivantes : « La séance d'hier démontre que nos efforts n'ont été ni inopportuns ni inutiles. « Par 468 voix contre 47, la Chambre a approuvé les déclarations du ministre de l'Instruction publique. Or, les déclarations de M. Chaumié, qui a réprouvé énergiquement l'introduction des théories internationalistes à l'école, ont été la confirmation éloquentes des doctrines patriotiques qui constituent tout notre programme. « Le danger que nous avons signalé existait bien puisque le ministre de l'Instruction publique n'a pas hésité à le combattre.

« Donc, la campagne des instituteurs patriotes était justifiée. « Je n'ai pas besoin de vous dire que nous ne pouvons qu'applaudir aux paroles de M. Chaumié et que nous félicitons que les justes iniquités de tous les instituteurs patriotes aient trouvé en lui le plus autorisé des interprètes. « Grâce à son courageux discours, il nous est permis d'espérer que les progrès de l'internationalisme à l'école pourront enfin être curayés. »

L'IMPOT SUR LE REVENU

Paris, 5 juin. Une commission parlementaire s'occupe de réformer l'impôt. Elle oscille entre le projet Rouvier et le projet Merlon, et elle dédaigne le projet de M. Maujan, qui en est tout triste.

H. Harduin, dans le Matin, plaide en faveur du système actuel d'impôts. Il a été rarement mieux inspiré : « Nous sommes tout de même un drôle de peuple, dit-il. Nous possédons un système d'impôts qui existe depuis cent ans, qui a fait ses preuves, grâce auquel nous avons surmonté des crises terribles, et nous n'avons qu'un rêve, le détraquer, faire un saut dans l'inconnu. « Ce système est admirable, d'abord parce que le contribuable y est si bien habitué qu'il paye non seulement ce qu'il doit, mais par avance ce qu'il devra ; ensuite parce qu'étant impersonnel, ne visant que les signes extérieurs du revenu, il nous évite les presseries des agents du fisc et les empuçades de l'argent sur nos affaires. C'est ce qu'il s'agit de bouleverser et alors nous nous trouvons pour le moment en présence de deux projets venant après tant d'autres. « Il y a le projet Rouvier. M. Rouvier, qui doit aller à la fête comme un chat qu'on fouette, dit ou pourrait dire : Parmi les quatre contributions sur lesquelles repose la fortune de la France, deux nous donnent un revenu de 462 millions. La recette est absolument sûre et certaine. Nous allons y renoncer. Nous remplaçons la contribution personnelle-mobilière et celle des portes et fenêtres par une taxe personnelle et une taxe d'habitation. « Si ces deux nouvelles taxes produisent les 462 millions que nous abandonnons, ce sera bonnet blanc et blanc bonnet. Si elles ne les donnent pas, hypothèse admissible, puisqu'elles n'ont pas été expérimentées, eh bien, nous paletterons et nous nous endetterons un peu plus. « Mais M. Merlon arrive : « Abandonné à une recette de 462 millions ! Ce n'est pas assez ! Renouons du coup à 267 millions ! L'expérience sera bien plus amusante, d'autant qu'on mettra sans dessus dessous notre système fiscal, nous allons peut-être obliger les communes à réviser les évaluations de la propriété « bâtie ! « Et ces choses se passent alors que notre Deltte perpétuelle, flottante et vigéreuse s'élève à trente-deux milliards, alors que le contribuable est déjà accablé. Ah ! oui, de moment est bien choisi pour tenter des expériences et pour demander au pays de faire les frais de la réforme électorale que se sont offerte les députés, promettant et leur de l'impôt sur le revenu au grand public qui ne sait pas ce que c'est, mais qui on a laissé croire que désormais il ne paierait plus rien ou très peu de choses ! »

LA FRANCE ET LE VATICAN

Les relations... Rome, 5 juin. Plusieurs journaux ayant affirmé qu'il n'y avait plus de contact entre la France et le St-Siège, il est peut-être utile de remettre les choses au point, au moins pour ce qui regarde Rome. On déclare au Vatican que M. de Courcelles, chargé d'affaires en France, a été déjà reçu par quelques-uns des cardinaux, secrétaire d'Etat Merry del Val, avec lequel il traite des affaires courantes.

Il y est allé notamment vendredi ; il paraît même que l'entrevue a été assez longue.

L'AGITATION GRÉVISTE

A BREST Interview de l'ancien maire Brest, 5 juin. M. Delobean, sénateur, ancien maire de Brest, interviewé sur la situation de notre grand port de guerre breton et la cause réelle des grèves violentes qui viennent d'y éclater, a fait la déclaration suivante : « En dehors du mouvement révolutionnaire qui agite profondément les centres ouvriers, et qui est la cause des grèves en général, Brest est redevenue des événements actuels à la présence à son Hôtel de Ville d'une municipalité socialiste.

« En voyant porter à la mairie des hommes qui leur prêchent courageusement la lutte contre les patrons, les ouvriers se sont dit avec logique : « C'est le moment de mettre en pratique ces belles théories » et les boulangers ont ouvert la marche ; puis sont venus les dockers. « Les ouvriers boulangers réclamaient la suppression du travail de nuit, les dockers prétendent à une augmentation de salaires, je ne veux pas me faire l'arbitre de la valeur de ces revendications, je me borne à apprécier les conditions dans lesquelles elles se produisent et tout le monde conviendra avec moi que ces conditions sont des plus fâcheuses et peu faites pour attirer la sympathie publique aux ouvriers.

« La gravité de la situation et les troubles dont Brest a été le théâtre pendant trois jours sont dus également à la direction que le ministère imprime à notre politique intérieure en faisant des socialistes le pivot de sa majorité parlementaire. Joignez à cela les encouragements politiques que M. Pelletan prodigue si volontiers aux syndicats ouvriers de toutes les branches de l'industrie maritime et vous comprendrez pourquoi la moindre grève de dockers ou d'inscrits dégénère immédiatement en actes de violence.

« On s'étonne que ces violences ne soient pas réprimées dès leur début, mais précisément à cause des tendances du ministère, les fonctionnaires n'osent pas agir. Ils ont peur d'être désavoués. « Puis M. Delobean cite différents faits qui se sont produits à Brest, et conclut ainsi : « Les patrons se sont fédérés eux aussi pour résister efficacement aux prétentions de leurs ouvriers quand elles seraient exagérées et prendre les mesures de défense individuelle et collective que comporte la situation. Cette attitude a porté ses fruits et j'espère que nous éviterons

FRUILLON DU « RAPPEL RÉPUBLICAIN » du 6 Juin 1904 — 5 —

MARIAGE SECRET

PAR PAUL BERTIN... PREMIÈRE PARTIE... COMME UNE ÉPAVE

— Roland !... mon Roland !... est moi...
— Ah ! cette voix !
— Cette voix, écho douloureux des heures de joie et d'amour, avait été plus puissante que la souffrance aiguë...
— Le blessé avait recouvert les yeux... Et, pendant que sa main cherchait cette main aimée, ses lèvres d'homme avaient balbutié :
— Manuella... pauvre... pauvre Manuella !
— Attiré par l'étrangeté inattendue de cette scène, ceux qui étaient là, regardaient curieusement...
— Et, parmi eux, ce Victorin Delorme.

ce maréchal des logis du début de ce récit, qui, maintenant vêtu d'une veste bleue simple, cavalier — cassé par conséquent de son grade — grommelait entre ses dents :
— Sa femme... fille du vieux Castéras...
— Et, avec un regard de haine pour le blessé :
— Alors, elle sera bientôt veuve... parce qu'il n'en tient son compte, cette fois, le d'Aspremont...
— Mais vraiment, sous les baisers éperdus de la désespérée, le blessé se ranimait.
— Un peu de sang remontait à ses joues... Son oeil d'un bleu d'acier redevenait brillant... étrangement brillant...
— Et, à cette femme éplorée, éperdue... qui maintenant refoulait ses sanglots... qui essayait de sourire pour qu'il ne la vit pas pleurer, il expliquait fiévreusement :
— Manuella... il faut songer... il faut tout prévoir... même un malheur...
— Ah ! qu'importerait le reste alors !... Mais non... tu vois bien, mon Roland, tu les ramènes... le médecin est là... il répond de la vie...
— Il faut prévoir, répétait obstinément le blessé de sa voix halétante... Même si je dois vivre... on va me porter dans une ambulance... C'est la séparation... et je ne veux pas... je ne veux pas... que tu restes ici... après mon départ...
— Non... je te suivrai... pour te soigner... pour te guérir...
— C'est impossible... et puis... c'est impossible... et puis... c'est impossible...

Il revenait à son idée fixe :
— Il faut tout prévoir... tous les malheurs...
— Manuella... à qu'un pour moi, sanglotait-elle... à celui-là, mon Roland, crois-tu donc que je survivrais ?...
— Pour notre enfant, supplia-t-elle, pour la chère petite créature... pour l'héritier d'Aspremont...
— Et, cette fois, la malheureuse femme ne répondit que par un sourd gémissement.
— Oui... quoi qu'il arrivât... il y avait maintenant en elle... elle sentait grandir dans son sein... cette créature d'amour qui lui ordonnait de vivre...
— Et, comprimant son cœur à le broyer... elle écoutait... elle essayait d'écouter... le blessé qui continuait avec plus de fièvre encore :
— Il faut partir... sans retard... d'Albigny te guidera... tu peux compter sur ce confident des premiers jours... sur ce témoin — qui m'assistait lorsque... dans cette église... tu es devenue ma femme... ma femme adorée...
— Ecoute... écoute... insista-t-elle anxieusement pour arrêter sur les lèvres de Manuella une parole... un cri peut-être... écoute : quand tu seras en France... car c'est là qu'il faut aller... tu t'adresseras d'abord... non pas tout de suite à mon père... puisqu'il ignore encore...
— Et, comme s'il se parlait à lui-même :
— Ah ! on ne prévoit pas... j'attendais toujours... j'attendais à être là-bas... j'aurais dû... tout de suite...
— Mais, reprit-il en essayant de raffermir sa voix qui se brisait, mais peu im-

porte. C'est auprès de mon cousin François... François de Lorigerac... le neveu de mon père... mon ami... à qui tu sais bien que j'ai tout confié... c'est lui qu'il faut aller... Lorigerac... à Paris... Tiens, voilà... dans mon portefeuille... l'adresse exacte...
— Il s'était soulevé... il cherchait dans sa tunique entr'ouverte... il cherchait d'une main lourde... maladroitement... presque inconsciemment...
— Et voilà qu'en retirant cette main qui se crispait sur des lettres froissées... voilà qu'en faisant un effort surhumain... pour se tourner vers celle qui pleurniait, étreinte contre lui... une de ces lettres était tombée et avait glissé jusqu'à terre sous le corps du blessé...
— Et comme, au même moment, épuisé, anéanti par cet effort où il avait mis tout ce qui lui restait de vie, le lieutenant d'Aspremont venait encore de perdre connaissance...
— Comme, en le voyant blâmer et retomber Manuella avait poussé un appel de folle détresse... comme épouvantée, tous ceux qui étaient là s'empressèrent pour assister ce mourant... pour relever ce mort, peut-être...
— Victorin Delorme, d'un mouvement instinctif, avait posé le pied sur cette lettre qui, faisant, dans la poussière et dans les débris, une tache claire...
— Sous prétexte de secourir, lui aussi, le lieutenant d'Aspremont il avait pu se baisser et s'emparer de ce qui avait si tristement fait disparaître...
— Et maintenant qu'on ne s'occupait plus,

qu'à ranimer celui qui donnait pourtant encore quelque signe de vie... Delorme, qui s'était reculé dans l'ombre de l'église déserte, Delorme lisait... et un profond étonnement se peignait sur son visage...
— Mais un autre incident appelait presque aussitôt son attention...
— Les chasseurs, après avoir tout d'abord dégage Thacienda de San-José, s'étaient mis à la poursuite de la bande, qui essayait — sous bois — de se rallier aux débris des assassins de Rio-Trio...
— Là, il y avait encore eu un difficile et sanglant combat. Mais enfin la déroute des partisans était maintenant complète, et les chasseurs reprenaient, ramenant les blessés et, parmi eux, sur une facelle de bruyard, un officier dont on voyait briller, au soleil, la manche galonnée...
— Mais c'est le lieutenant d'Albigny, s'écria le major en faisant un mouvement pour aller à ce nouveau blessé...
— Inutile, dit Victorin, s'écria tristement le capitaine, le pauvre garçon n'a plus besoin de secours... on le rapporte avec deux balles dans la tête...
— Et, dans un coin obscur, Victorin Delorme, souriant d'un sourire qui retournait ses lèvres amincies sur des dents de canassier...
— Ah ! murmura-t-il en jetant un regard sur le cadavre du duré Padilla, voilà qui change les choses... et je crois qu'à présent... si le d'Aspremont ne revient pas... celui qui a écrit cette lettre oserait bien chercher un bout de pa-

pier qui est là... tout près... dans la sacristie de l'église...
— Mais ici, sur les marches extérieures du porche, Roland venait de faire un mouvement en ouvrant ses yeux... ses yeux qui flottaient à présent, comme torse par une buée opaque... avec cette expression d'anxiété qu'on voit aux yeux gles perdus dans leur nuit profonde...
— Toute sa vie semblait s'être réfugiée dans ses mains tremblantes... qui tout à l'heure... comme pour s'assurer qu'il était bien là — ce visage inondé de larmes... le visage glacé de la pauvre créature qui ne vivait plus, elle, que par son regard noir... son regard farouche qui voyait la mort s'approcher...
— Et la voix de l'agonisant — une voix lointaine... étrangement lointaine... — hégayait encore :
— A Paris, François de Lorigerac...
— Et puis, aussitôt, car la pensée du mourant devenait flottante... comme son regard vitreux...
— L'enfant murmura-t-il d'une voix presque indistincte, l'enfant... que nous aurions tant aimés... l'enfant...
— Sa tête qui roulait... sa tête livide se renversa brusquement... son main tomba, inerte...
— Et, sur ce visage anéanti... perlaient les yeux de l'agonie, il y eut soudain un sursaut... un sursaut...
— Alors, pendant que Manuella — sans contrainte à présent — était son arceu désemparé...
— (A suivre.)

Un tel grève des ouvriers du bâtiment dont Brest était menacé.

Brest, 5 juin.

Les maîtres de Saint-Pierre-Quilbignon et de Lambézellec ont pris des arrêtés semblables à celui du maire de Brest et interdisant à partir de 9 heures du soir les manifestations et attroupements sur la voie publique.

Les délinquants seront immédiatement arrêtés et traduits devant les tribunaux compétents.

A MARSEILLE

Marseille, 5 juin.

Les ouvriers dockers ont quitté les chantiers de la Compagnie des Messageries maritimes ce matin.

Le délégué qui leur a été désigné pour être embauchés, mais cette attribution fut maintenue aux contremaîtres seuls et les ouvriers ont cessé le travail.

La Compagnie Cyprien Fabre tous les navires ont désarmé.

A CETTE

Cette, 5 juin.

La grève partielle des garçons de café a repris hier vers onze heures. Une centaine de grévistes sont allés manifester devant la terrasse du Kursaal et ont chanté l'Internationale pendant la représentation.

La direction des usines du Creusot a fait adresser aujourd'hui des convocations à deux cents ouvriers qui avaient demandé à reprendre le travail.

Ils devront être rendus demain à six heures sur les chantiers. Des mesures importantes sont prises pour assurer la liberté du travail.

AU HAVRE

Le Havre, 5 juin.

Les ouvriers charbonniers du port ont mis à l'index, depuis quelques jours, la Société d'affrètement et de commission qui fait au Havre l'importation des charbons destinés à l'industrie et assure les opérations afférentes à ce commerce.

Le déchargement du charbon des navires s'opère au moyen de treuils à mains ou de grues hydrauliques ou à vapeur levants des « cuves » contenant environ une demi-tonne ou une tonne et que des ouvriers emplissent dans les cales.

D'autres équipes vident les cuves amoncées par des grues soit sur le quai, soit dans les wagons ou les chaudières.

Or, la semaine dernière, la Société d'affrètement et de commission employa pour décharger le steamer Hornsay, arrivé à consignation avec un chargement de charbon, des cuves automatiques d'un système américain.

Ces cuves sont formées de deux valves en fer articulées, qu'un mécanisme ferme comme des mâchoires en emprisonnant le charbon qui se trouve placé entre les deux. Il suffit de relever la bôme et d'ouvrir les valves pour que le charbon retombe au point de déchargement.

On enlève ainsi une benne chaque fois.

Naturellement, ceci s'opère sans autre main-d'œuvre que celle du mécanicien chargé de conduire la grue et, de ce fait, point n'est besoin de recruter des équipes de charbonniers.

Naturellement, ceux-ci ont vu avec chagrin la mise en action de ces engins qui leur « cassent les bras ». Ils ont protesté auprès de la société d'affrètement. Ils se sont réunis, ont demandé des choses folles, par exemple la dissolution de la Société, et finalement décidé de ne plus travailler pour elle.

Celle-ci, outre le Hornsay, avait reçu à sa consignation, au début de cette semaine, deux autres navires, l'Esmeralda et le Paris. N'ayant pas de grues automatiques en nombre suffisant, elle a voulu procéder au déchargement par les moyens ordinaires.

Les charbonniers ont refusé leur concours pour ce travail et la Société a dû faire successivement décharger ces navires par les appareils automatiques.

Mais la Société d'affrètement est fournisseur de la Compagnie générale transatlantique. Hier matin, les charbonniers portant les 2.600 tonnes de charbon nécessaires à l'approvisionnement en combustible de la Savoie ont accosté ce navire.

Les charbonniers ont refusé d'opérer l'embarquement des soutes, parce que le charbon était fourni par la Société d'affrètement, et aucun entrepreneur n'a voulu se charger de ce travail.

Même situation aujourd'hui, et comme le chargement doit être commencé au plus tard demain, la Savoie devant partir samedi, la Compagnie transatlantique a résolu de faire partir ce jour-là la Champagne, qui est prête, et d'envoyer la Savoie faire son charbon dans un autre port, probablement Southampton.

La Guerre Russo-Japonaise

LA SITUATION

Je ne sais qui a dit que l'histoire était un éternel recommencement. A près de cent ans de distance, les Russes, engagés pour la seconde fois dans une grande guerre, se conduisent ataviquement de la même manière et retombent dans les mêmes fautes.

Depuis l'ouverture des hostilités en Extrême-Orient, nous avons constaté à diverses reprises, les inconvénients graves qui résultent de la mauvaise organisation du haut commandement. Un conflit entre les chefs détendant chacun une parcelle de l'autorité suprême était toujours à redouter. Il n'a pas tardé à éclater et il est maintenant à l'état aigu.

Les renseignements qui nous parviennent de Saint-Petersbourg montrent que, sur la suite à donner aux opérations, à l'heure actuelle, Alexeïeff et Kouroupatkine sont d'un avis diamétralement opposé.

Le premier préconise l'offensive immédiate, ayant pour but la délivrance de Port-Arthur; le second persistant dans ses conceptions stratégiques, entend achever sa concentration avant de livrer bataille.

L'empereur se trouve donc dans la nécessité de départager ses lieutenants. Premier inconvénient, il soumet la question aux officiers de son entourage. Deuxième inconvénient, la direction des opérations est ainsi livrée à des intrigues de cour, et c'est des bords de la Neva que vont partir les ordres qui feront évoluer des armées à quatorze mille kilomètres de distance.

L'empereur, cependant, entend ménager la susceptibilité du vice-roi et du généralissime. Il ne veut froisser ni l'un ni l'autre de ces bons serviteurs. Il se résout, par conséquent, à une demi-mesure. Troisième inconvénient, — le plus grave de tous, — il donne raison à Alexeïeff sans donner tort à Kouroupatkine. L'armée échouera de se concentrer à Liao-Yang et Moukden, mais on enverra 40.000 hommes au secours de Port-Arthur.

Naturellement, cette décision ne satisfait personne. Les gens qui ont conservé leur bon sens disent qu'il fallait abandonner Port-Arthur ou marcher à son secours avec toutes les forces réunies. Envoyer

40.000 hommes, c'est courir à un échec certain.

Dans la Guerre et la Paix, à propos des événements de 1812, Tolstoï nous a raconté la lutte intestine des partisans de Koutousoff et de Barclay de Tolly. A cette époque, l'état-major d'Alexandre prétendait également conduire les armées sans quitter Pétersbourg, et battait théoriquement Napoléon depuis la perspective Newsky.

L'empereur, circonvenu, gourmandait ses généraux. Barclay de Tolly s'inclinait mais le vieux Koutousoff ruait dans les brancards et, fort heureusement pour les Russes, ne tenait aucun compte des ordres qui contraignaient ses plans.

Kouroupatkine aura-t-il l'énergie de suivre cet illustre exemple? Je n'oserais l'affirmer, mais c'est la seule chance pour que de grands malheurs soient évités.

VICTOIRE RUSSE

Saint-Petersbourg, 5 juin.

On assure que la brigade du général Samsonoff, composée de deux régiments de tirailleurs, a livré bataille à une brigade japonaise, à Vayditsa, localité située entre Vangou et Vafandian.

Le combat, qui a été acharné et meurtrier, a duré trois heures. Les Russes ont été victorieux après avoir infligé aux Japonais des pertes considérables.

Le général Sakaroff, de son côté, télégraphie que les Russes se sont heurtés à une brigade japonaise, à Vayditsa, au sud de Liao-Yang, et sont sortis victorieux du combat, qui a duré trois heures.

A PORT-ARTHUR

Berlin, 5 juin.

Suivant un télégramme envoyé de Tokio au Lokal-Anzeiger, l'état-major général japonais aurait soumis au Mikado un projet d'attaque brusque de Port-Arthur.

Il demande qu'on enlève la place à tout prix.

On croit que le Mikado y a refusé son adhésion quand on lui a dit que les pertes s'élevaient au moins à 5.000 hommes. Ce plan toutefois n'est pas encore complètement abandonné.

LE BRUIT DE LA CAPTURE DU GÉNÉRAL KUROKI

Saint-Petersbourg, 5 juin.

Le bruit circule, sans qu'on puisse savoir d'où il est parti, que le général Kuroki aurait été fait prisonnier au cours d'une bataille au nord de Feng-Hoang-Tcheng, suivie de la déroute des troupes japonaises.

A l'état-major général, on ignore et la bataille et la capture de Kuroki, et l'on ne croit pas plus à l'une qu'à l'autre. Un combat aurait pu avoir lieu entre des patrouilles, mais au nord de Feng-Hoang-Tcheng, il n'y a pas assez de troupes russes pour qu'elles puissent engager une bataille avec les forces japonaises, évaluées à 40.000 hommes environ, sous la main du général Kuroki.

Quant au général Kuroki, pour avoir été fait prisonnier, il aurait fallu qu'il fût à la tête d'une patrouille surprise et capturée, ce qui est plus qu'in vraisemblable.

LE PLAN DE KOUROPATKINE

Paris, 5 juin.

S'il faut en croire une autre dépêche de Saint-Petersbourg, le général Kouroupatkine annonce du théâtre des opérations qu'il dispose actuellement d'assez de troupes pour pousser en avant, mais qu'il ne peut pas le faire, tant qu'il n'aura pas réduit les forces du général Kuroki, lesquelles deviennent chaque jour plus considérables et que leur chef n'a pas l'air de vouloir lancer contre le gros des forces russes.

Kouroupatkine est maintenant en mesure de réaliser son plan, qui consiste à harceler l'ennemi. De gros et de petits détachements de cosaques sont envoyés dans toutes les directions. Un corps de quatre mille cavaliers s'acharne après les Japonais qui débarquent à Pi-Tsé-Ouo.

CHAUVINISME JAPONAIS

Tokio, 5 juin.

Une des conséquences graves de la guerre actuelle est l'élosion au Japon d'un chauvinisme qui frise déjà la folie.

C'est ainsi qu'un journal très répandu, le Nippon, de Tokio, parle déjà du prochain partage de la Russie par les puissances : « L'empire russe, dit-il, est voué au sort de la Turquie. »

L'ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

Paris, 5 juin.

A l'occasion de l'anniversaire de la Commune, quelques groupements socialistes se sont rendus, cet après-midi, au cimetière Montparnasse où sont inhumés un certain nombre de fédérés. Au Père-Lachaise, il y a eu quelques visites individuelles au mur des Fédérés. On ne signale pas d'incident.

Le Grand Steeple-Chase d'Auteuil

Paris, 5 juin.

Le grand steeple-chase de Paris a été favorisé par un temps splendide, mais un peu chaud.

Une foule énorme, qui semble encore plus grande que les années précédentes, se presse dans les différentes enceintes. Au passage, c'est un débordement de luxueuses toilettes.

Le président de la République a quitté l'Élysée à 2 heures 20, avec Mme Loubet, le général Dubois et M. Combarieu. Mmes Combarieu et Dubois, M. Poulet et le commandant Reibel.

Sur tout le parcours, le président a été respectueusement salué par la foule.

La voiture présidentielle est arrivée à 3 heures 5 au passage d'Auteuil. Les honneurs militaires ont été rendus par la garde républicaine. Le président et Mme Loubet ont été reçus à leur descente de voiture par MM. Edouard Combes, Delcassé, Trouillot, Vallé, Edgard Combes, le général Dessier, le président et les commissaires de la Société des Steeple-chases. Des fleurs ont été offertes à Mme Loubet.

Dans la tribune présidentielle se trouvaient les autres ministres, les ambassadeurs d'Angleterre et des Etats-Unis et d'autres membres du corps diplomatique, ainsi que de nombreuses dames. Aucun incident à signaler.

Le résultat du Steeple-chase de la Ville de Paris a été le suivant :

1. Dandolo (Woodland), 2. Gascon II (Hartign), 3. Spa III (Holloboone).

Le président de la République a quitté le champ de courses après la course gagnée par Litorne, au vicomte de Fontaine, et est rentré à l'Élysée en suivant le même itinéraire. Sur tout le parcours se pressait une foule nombreuse attendant le retour des courses. La foule était particulièrement compacte avenue du Bois et aux Champs-Élysées.

et est rentré à l'Élysée en suivant le même itinéraire.

Le président a recueilli sur tout son passage de nombreuses marques de respect. Il est rentré à 5 h. 45 à l'Élysée sans incident.

LES PROCESSIONS DE LA FÊTE-DIEU

Paris, 5 juin.

A l'occasion de la Fête-Dieu des processions ont eu lieu dans presque toutes les églises de Paris. Des processions avaient été installées sous les porches. Ces cérémonies n'ont donné lieu à aucun incident; du reste de grandes mesures d'ordre avaient été prises par la police.

Angers, 5 juin.

La procession traditionnelle de la Fête-Dieu a été troublée au reposoir du Tertre par une bande d'environ 300 anticléricals venus au devant en chantant l'Internationale. Des bagarres ont eu lieu et des pierres ont été lancées; deux gendarmes et un particulier, M. Peindrau, architecte ont été grièvement blessés. Plusieurs arrestations ont été opérées.

Caen, 5 juin.

Cet après-midi, à trois heures, 2.000 personnes environ venaient à leur tête M. Delarue, député, et plusieurs conseillers municipaux ont parcouru les rues en réclamant les processions et chantant les cantiques. La bénédiction a été donnée dans chaque église; il n'y a pas eu de contre-manifestation.

DANS LES BALKANS

Rome, 5 juin.

Dans les milieux politiques et diplomatiques on est très préoccupé des nouvelles qui arrivent des Balkans. Les Albanais s'agitent constamment et se préparent ostensiblement à l'insurrection. A Scutari une vigilance très étroite est exercée par les troupes régulières et par les Bachi-Bouzouks, sur les mouvements populaires.

Pendant la nuit, des patrouilles de soldats turcs surveillent les portes de la ville et la route de Sakova.

Kurd-Bey, avec un fort détachement de soldats, garde le chemin de Dachallek à Tepé.

Il occupe le pont sur la rivière, mais malgré cette surveillance pendant la nuit, on sait que des conférences ont lieu entre les Begs de Scutari et les Begs de Jakova. La ligne albanaise a été reconstruite.

A Salonique, le départ en congé de M. de Mérick, agent civil russe, qui a remis ses pouvoirs aux mains de M. Deegiers, consul général, est interrompu comme un ajournement indéfini des réformes. M. de Mérick n'a pas caché sa préoccupation.

En Grèce, le « Syllagos Macedonikos » a redoublé ses efforts pour les prétendus droits des Grecs sur la Macédoine. On espère pousser la nation à une forte préparation d'une guerre à outrance.

La haine entre Grecs et Bulgares atteint au paroxysme. Au Monténégro, le prince Nicolas a fait proclamer l'alliance entre la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro, sous le titre de Ligue slave balkanique.

LES ANGLAIS AU TIBET

L'opinion en Russie

Saint-Petersbourg, 5 juin.

Dans deux articles consacrés à la Noivoï Vremia démontre que l'expédition britannique du Tibet, à pour unique et réel but de saper le prestige de la Russie en Asie centrale et semble constituer une manifeste provocation envers la Russie.

Le journal ajoute que l'opinion publique russe ne se calmera pas avant d'avoir reçu la satisfaction voulue et qu'il serait impossible de parler d'aucun rapprochement anglo-russe avant d'avoir mis un terme aux faits actuels par le rappel de l'expédition de Yungshuband.

Ce sera le premier et le plus palpable obstacle à l'amélioration des rapports de l'Angleterre avec la Russie qui à absolument besoin pour sauvegarder son prestige aux yeux de ses sujets bouddhistes que le Dalai-Lama conserve sa pleine liberté d'action.

Le Crime d'Aix-les-Bains

LENDemain DE VERDICT

Ce que dit la Girit. — Ses protestations. — Entrevue avec une des amies. — Son récit. — La nouvelle version du crime. — L'attitude des condamnés. — Les déclarations de M. Berghouinioux au conseil d'assises.

Aix-les-Bains, 5 juin.

Ainsi que je vous l'ai télégraphié hier j'ai pu, aussitôt après le prononcé du jugement, causer quelques minutes avec Victorine Girit.

La complice de Bassot, en proie à une grande émotion venait de s'écrier la gorge serrée et la main levée : « Je suis innocente du crime, je le jure devant Dieu ! » A ce moment la salle entière répondait à cette exclamation par une longue clameur indignée et des hou, hou prolongés. Girit commença à se désoler, à gémettre et à pleurer et les yeux humides, l'instinct était impressionnant et vraiment, me trouvant à ce moment tout près d'elle, il me sembla que cette femme, huée par tous, huée de tous, dont la suprême protestation soulevait des hurlements de haine, il me sembla que cette femme pouvait être sincère. Angoissante illusion, rapide ainsi que la clarté d'un éclair.

Je me penchais vers elle, et à voix basse :

— On ne vous croit point, lui dis-je.

— C'est pourtant vrai, Monsieur, dit-elle, désespérée, je n'ai point tué ! Je le jure, je le jure, mais on ne peut me croire cela ! Je n'ai rien fait. J'ai voulu voler, c'est vrai, je l'ai dit, mais je n'ai pas assassiné. Non ! non ! non ! — On le saura un jour.

Autour de nous, c'est la bousculade, la rumeur de la foule, avides de contempler encore et de très près l'égorgeuse. Les huissiers poussent le flot humain vers la porte et, lentement, la salle se vide. Les robes rouges, doucement, se sont effacées dans les demi-ténèbres et, bientôt, quelques groupes noirs d'avocats et de journalistes atterrés restent seuls autour des rares lampes fumeuses qui, de ci de là, jettent une lueur blafarde dans la salle haute et sombre.

Cependant, les gendarmes ont emmené la condamnée chancelante et, courbée, subitement vieillie encore. Et moi aussi, à

mon tour, je m'en vais songeur et troublé.

Il fait grand nuit, je suis seul maintenant dans la cour du Palais, silencieux et avide et mon pas résonne sous les hautes arcades.

Dans le lointain on entend le roulement de la voiture qui file vers la prison et le piétinement des chevilles de l'escorte; puis les rugissements populaires, les cris de la foule exaspérée hurlant à la mort.

« Je n'ai point tué, on le saura un jour ! » Instinctivement j'en ai la ruée humaine du côté de la prison, là-bas dans la petite rue étroite et tortueuse. Les soldats, baïonnette au canon, ont dispersé la masse bruyante. Je rencontre là une femme, visagée déjà entrevue, c'est une ancienne amie de la Girit, la même qui, tout à l'heure, après le jugement, étreignit la condamnée, devant la salle stupéfaite et hostile.

Elle se rend auprès de la Girit, qui sollicite sa confession, quelles révélations peut-être confier à celle qui l'embrassa si courageusement, bravant le mépris public ?

Je voulais le savoir et dès ce matin, à la première heure, je me lançais à la recherche de Mme X...

LA VERSION DE LA GIRIAT

Je pus rejoindre la confidente de Girit à Aix, où elle s'était rendue dès la matinée et je réussis après certaines reticences de la part de Mme X... à obtenir les renseignements suivants :

— Je suis absolument convaincue, me dit Mme X... alors que sur le coquet bateau la Ville d'Aix, nous voguions vers Hautecombe, dans ce ravissant décor que les vagues du Bourneau — je suis absolument convaincue aujourd'hui que Girit n'a pas contribué à assassiner Eugénie Fougère et Lucie Maire. Hier encore, dans sa prison, prise d'un besoin de dire sa détresse sans espoir maintenant puisque tout est fini, elle me fit le récit du drame, et ce récit m'a vivement émue.

Mme X... me conta alors longuement la confession de la Girit. Je la résume ici rapidement, espérant intéresser nos lecteurs. Cette affaire d'Aix-les-Bains reste malgré tout, empli de points si obscurs et de côtés si troublants que nul peut dire ce que l'avenir nous réserve...

Voici donc la version que donna la Girit, avec un tel accent de sincérité et une telle précision dans les détails que Mme X... en fut grandement troublée.

Le vol des bijoux d'Eugénie Fougère avait été décelé entre Bassot et Ladermann il y avait quelques jours. L'acte début de leur fougère et sa bonne; on devait simplement les endormir.

Bassot mit Girit au courant de ce qui devait se passer et envoya Ladermann à Aix-les-Bains où elle le rencontra et s'entendit avec lui.

Une entrevue eut lieu à Vichy entre Bassot et César au cours de laquelle Bassot exprima l'avis qu'il fallait assassiner, si besoin était, les deux femmes. Ladermann recula tout d'abord puis devant les instances de Bassot se décida à agir.

Il fit part à Girit de ses intentions et de celles de Bassot. Epouvantée, Girit protesta, mais ce fut en vain, elle décida cependant, à part soi, de faire son possible pour que le vol ait lieu sans effusion de sang.

Le 19 septembre, Ladermann se rendit au chalet Solms à onze heures et égaré rapidement Lucie Maire. Il erra ensuite dans le jardin puis par la ville jusqu'à une heure du matin, heure où Fougère et Girit rentrèrent du théâtre.

Fougère était malade, Girit qui, auparavant, avait eu un court entretien dans l'ombre du jardin avec César, avait été avisée par ce dernier de l'assassinat de la bonne. Elle résolut, puisqu'il était trop tard pour reculer, de sauver Eugénie Fougère.

Elle accompagna celle-ci dans sa chambre et l'aida à se mettre au lit, puis lui fit passer un maillot dans lequel elle avait eu soin de verser un narcotique.

Fougère s'endormit immédiatement... Cependant Girit, entendant monter Ladermann, se retira dans sa chambre et préta anxieusement l'oreille.

Longtemps elle resta ainsi, puis, n'entendant plus rien, elle sortit doucement. A ce moment César apparut et lui dit :

— A votre tour, vite ! Et il la ligotta avec une telle violence qu'elle comprit bien que son tour était arrivé et que les deux bandits avaient décidé sa mort.

Affolée, elle eut cependant la présence d'esprit de dire à Ladermann que s'il la tuait, une lettre déposée chez une amie à elle, le dénoncerait.

Le misérable lâcha prise et s'enfuit après avoir tout pillé.

Cette suprême feinte l'avait sauvée ! Elle s'évanouit alors et le lendemain, lorsqu'elle reprit ses sens, ses premières paroles furent : « Et Fougère ? »

Son inquiétude, en effet, était grande, car Fougère saine et sauve, c'était sa condamnation...

Ce récit de Girit est-il complètement véridique, Mme X... en est persuadée. S'il l'était, on aurait ainsi l'explication de ces mots souvent répétés par Girit le lendemain du crime : « Et Fougère ? » et aussi la justification de ce cri de détresse impuissante :

— Je suis innocente du crime : je le jure devant Dieu !

La sirène de la Ville d'Aix lançait son cri strident que les hautes montagnes prolongeaient à l'infini.

Nous étions arrivés à Hautecombe... Léon BORDE.

(De notre envoyé spécial)

Chambéry, 5 juin.

J'ai pu rejoindre aujourd'hui M. Berghouinioux, qui m'a affirmé son intention de faire casser le jugement et la sûreté qu'il saura démontrer que Bassot a été complètement étranger au crime d'Aix.

La Girit est très calme; elle a déclaré au gardien-chef de la prison que par sa bonne conduite elle espérait attirer la clémence, et que de cette façon elle sera libérée dans 5 ou 7 ans. Elle était presque joyeuse en faisant ces déclarations.

Quant à Bassot, il est sombre et nerveux. Il a passé la journée d'aujourd'hui à couvrir de grandes feuilles de papier, d'une écriture fine et serrée, des plans accompagnant cette longue copie.

Chambéry, 7 heures soir.

Le bruit vient de courir ici que Girit s'était suicidée en se portant des coups de couteau dans la région du cœur, une autre version donnait qu'elle s'était pendue avec un de ses draps.

Je me suis rendu immédiatement à la prison, où l'on m'a formellement démenti le suicide.

Ce bruit a causé une profonde émotion en ville; j'ai appris également à la prison que dans quinze jours Girit serait dirigée sur la maison centrale de Montellier où elle purgera sa peine.

LA VIE LYONNAISE

LES GRANDES FÊTES D'ÉTÉ

Du « Rappel Républicain »

LE LOOPING PÉDESTRE

du 12 juin

UNE IDÉE NEUVE

Je viens d'avoir une peur épouvantable. Francouaire, l'organisateur du looping, a failli passer de vie à trépas. A force de tourner dans son looping, il avait pris la maladie des moutons, le « tournis » et, depuis ce matin, il tournait sans discontinuer. Heureusement que l'administrateur du Rappel Républicain avait peül sur lui, qu'une bonne douche a tout remis en état.

Non, mais cependant, quelle peur terrible ! Me voici donc obligé de le remplacer au pied levé.

« Vrai dire, je ne connais pas le premier mot de la question, pas plus d'ailleurs que l'itinéraire de Francouaire.

Mais, puisque le hasard m'a mis en main le porte-plume du looping-trotter, je vais vous communiquer une idée merveilleuse qui m'était venue, il y a déjà bien longtemps. J'en avais fait part à Francouaire; mais, par jalouse sans doute, aussitôt que j'avais ouvert la bouche pour lui communiquer ma trouvaille, il s'était écrié : « Ferme ça, moi vieux ! » Et j'avais dû fermer ça.

Aujourd'hui que je suis mon maître, je vous expose mon looping dans toute sa nudité.

J'ai projeté d'organiser une course de l'armée, à ma façon, la course des Gardiens de la paix. Quel spectacle ! combien il serait plus suggestif ! Les voyez-vous ces braves agents, les coude au corps, franchissant à grande allure tous les obstacles dont la carrière est semée. Les voilà comme un seul homme, les petits et les grands, les maigres et les puissants. Ils courent à perdre haleine, au bruit cadencé de leurs bottes ; et si parfois l'un d'eux tombe en chemin, un service de panier à salade ou la Victorine, les cueille en route et les dépose à l'ombre.

Elle est arrivée ! Telle une lame qui balaie la plage, telle la horde des gardiens de la paix, balayant tout devant elle. Les Apaches, riges à l'arrivée, rejettent la foule de côté, pour éviter ce choc impétueux, et lorsque le calme est revenu, et que nos braves agents ont, d'un revers de main, essuyé leur front, Bibi de la Guille, ou le grand Alphonse de la place Mooney, la corde au cou, portant dans ses mains la palme d'or ! Quel spectacle ! Et combien grand serait l'enthousiasme...

Cette idée me brûle et me consume. C'est peut-être la seule fois qu'il me sera donné de la mettre à exécution. Je cours chez M. le Préfet pour lui demander l'autorisation.

Intérim.

P.-S. — J'ai remporté ma veste. Depuis la Marche de l'armée, le Préfet ne veut plus rien entendre. Francouaire, qui a été mis au courant de mes intentions —

MARIAGES

Promesses de Mariage déposées dans les mairies d'arrondissement par être célébrées le 5 juin 1904.

Premier Arrondissement
Bertrand Antoine, empl., Montluel (Ain).
Mlle Courcier, lisseuse, r. Bon-Pasteur, 29.

Falmat Jules, valet ch., r. des Archers, 45.
Mlle Eschard, cuis., r. des Archers, 47.
Robelin L., sellier, P.-L.M., r. Gilbert, 21.

Colson Louis, empl., q. Pierre-Seize, 43.
Vve Maria, p. r. P. L. M., r. Archers, 31.
Cottin Charles, empl., av. de Saxe, 251.

Thénod Emile, verrier, ch. Vitrolerie, 45 bis.
Vve Maria, p. r. P. L. M., r. Archers, 31.
Veyrat-Piney F., manoeuvre, q. Vitrolerie, 9.

Striéme arrondissement
Bozo J., apprenoir, r. Tête-d'Or, 87.
Mlle Duplatre L., cart., r. Boileau, 78.

INFORMATIONS FINANCIÈRES
Chemins de fer portugais de la Beira Alta
Rec. du 23 au 29 avril 1904... 36 410 80

Automobiles ECLIPSE
LYON - 56, Quai Saint-Vincent, 56 - LYON
H. JOSSIER
Concessionnaire
VOITURES POPULAIRES

LES MANDARINS
Qualité extra supérieure
SE TROUVE
Dans toutes les Bonnes Epiceries et Maisons de Comestibles

EDEN-HOTEL
Boulevard Gambetta, NICE
OUVERT TOUTE L'ANNÉE
Feston de famille. - Entouré d'un grand parc avec eau de source

DEMAIN
A cette Place
PARAITRONT LES
"PETITES ANNONCES"
Economiques
DU "RAPPEL RÉPUBLICAIN"

VENTE PAR LICITATION
aux enchères publiques
à laquelle les étrangers seront admis, d'une
PROPRIÉTÉ
dépendant de la succession de M. Marcelin Peyrot...

A VENDRE
CAFÉ-BILLARD dans bon quartier. Prix à débattre.
Ecrire S. P. A. 52, rue République, Lyon, sous le n° 4.107.

A VENDRE
UNE PROPRIÉTÉ
à LYON
34, Rue de l'Éclaircie, 180

DERNIERS BILLETS
DE LA
LOTÉRIE de GUÉRET
POUR LA
Construction d'un Musée à Guéret (Creuse)
AUTORISÉE PAR ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 JUILLET 1903
Au Capital de
200.000 fr.
TIRAGE : 15 JUILLET 1904
Prix du Billet : UN Franc

REPRÉSENTATION
art. cour. à céd. à Lyon rap.
tr. m. 6 à 8.000 fr. p. an. On
tr. av. 4.500 fr. Se voir S. P. A.
M. F. Fogel, 42, ch. Choutans

LIBRAIRIE UNIVERSELLE
Théophile GORAUS
Quai de l'Hôpital, 67
LYON

"LE RAPPEL RÉPUBLICAIN" DE LYON
Journal Démocratique Quotidien
LYON - 4, rue Stella, 4 - LYON
BULLETIN D'ABONNEMENT

BYRAN
VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA
Le plus Hygiénique des Apéritifs
H. BAUCHE & CIE
LYON - 7, rue Président-Carnot, 7 - LYON

Pour la Publicité du "RAPPEL RÉPUBLICAIN" S'adresser à la S. P. A., 52, Rue de la République LYON

FEUILLETON DU "RAPPEL RÉPUBLICAIN"
du 5 Juin 1904 - 32 -
ROGER-LA-MONTPE
PAR
Jules MARY

de ne perdre aucun de leurs mouvements.
A la vue d'Henriette, à la vue de Suzanne, Roger avait joint les mains, comme en extase, sa figure s'était épanouie...

Mais déjà la mère et la fille se sont remises.
La mère a compris qu'elle a failli se trahir, qu'elle a failli perdre Roger d'un geste, d'un seul regard.

seur, d'avoir été généreux et de vous être souvent que j'étais père.
- Vous n'avez pas à me remercier, dit le juge, froidement.

chamar atroce, quelque immonde bête...
- Dieu ! Dieu ! Épargnez-moi, épargnez-moi ! balbutie-t-il.

vous ?... Etes-vous malades ?... Pour qu'on ne parlez-vous pas...
Henriette se leva.